

dont nous sommes saisis. Ah! je savais que j'oubliais quelqu'un. Il s'agit d'un de mes collègues qui a mentionné les députés qui croient que la société d'abondance est mauvaise, qui préfèrent porter le cilice et qui ont le visage long le dimanche. Croyez-le ou non, je n'appartiens pas à cette catégorie, mais je pense que, lorsqu'une société riche songe à augmenter les pensions et les allocations, elle doit commencer aux échelons inférieurs où les besoins sont les plus pressants.

Ce n'est pas la première fois que je dis cela et, s'il y en a qui ne m'ont jamais entendu parler ainsi, je prendrai la parole plus souvent à l'avenir. Nous devrions chercher par tous les moyens possibles à établir la sécurité d'abord là où les gens sont les plus exposés, c'est-à-dire les groupes à revenus modestes. Et le jour où nous pourrions donner un revenu garanti aux Canadiens, je serai beaucoup plus heureuse de m'inquiéter et de m'occuper de nos propres pensions et nos propres salaires.

Il me reste une autre chose à dire au sujet de mon honorable ami de Timiskaming (M. Peters). Il a déclaré qu'il était parfait de verser à une caisse de retraite tout montant d'argent que nous voudrions à même nos émoluments et il a ajouté qu'il s'attendrait à ce que son employeur en fasse autant. Qui est notre employeur? Notre employeur est la population du Canada qui acquitte les dépenses et franchement, je ne crois pas qu'on puisse justifier un prélèvement illimité des ressources imposables pendant qu'il se trouve des gens qui touchent beaucoup moins que nous ou dont le revenu et la sécurité sont beaucoup inférieurs au nôtre.

• (3.40 p.m.)

J'aborde maintenant un autre point. Je conçois qu'il faille augmenter les pensions des membres du Parlement; j'en discerne le besoin et j'en entends parler sans arrêt. Je sais qu'il y a des députés qui ont de lourdes obligations familiales, ayant de jeunes enfants qui grandissent qu'il faut faire instruire. Certains ont aussi le fardeau supplémentaire de parents âgés. D'autres, enfin, qui représentent de larges circonscriptions ont les problèmes particuliers de voyage et ainsi de suite. Je conçois tout cela, mais à mon avis nous devrions trouver un autre moyen que de majorer les pensions pour financer certaines de nos dépenses.

Certains députés aussi ont de plus lourdes obligations que l'on s'imagine. Il est assez dangereux de compter les têtes d'une famille en disant celui-ci a six, huit ou dix enfants et comme un autre n'a pas d'enfant, le premier a donc besoin d'une pension 6, 8 ou 10 fois plus

importante. Jusqu'à ce que l'on connaisse les obligations de chaque député, on ne saurait entreprendre un calcul même sommaire de ses besoins.

La plupart d'entre nous doivent avoir deux résidences. Parfois, certains particuliers et organismes semblent croire que dans nos bureaux l'argent tombe du ciel. Nous savons aussi que les dépenses augmentent dans les circonscriptions. Je ne me risquerai donc pas à juger les besoins de qui que ce soit d'après ses obligations. On ne pourrait arriver à aucune évaluation et d'ailleurs pourquoi le pourrait-on?

Si certains des membres de la Chambre se sentent irrités, bouleversés ou coupables devant cette situation, nous devons admettre, je pense, que nous sommes ici parce que nous essayons de bien servir notre pays et de dire, en toute franchise et en toute sincérité, quelle est notre opinion. Je ne veux pas préjuger des autres, mais je dois analyser ma propre attitude en cette affaire. Ce faisant, je dois dire à la Chambre qu'à titre de représentant de la circonscription de Vancouver-Kingsway, je ne puis accepter l'idée d'une hausse de pension pour nous-mêmes en ce moment. Le Parlement ne le devrait pas non plus. J'ai le droit de dire cela parce que je contribue à faire des lois ou à protester contre certains projets de loi, suivant le cas.

Mon collègue a exposé les traits caractéristiques du bill auquel il s'oppose, et je n'ai pas à reprendre ses arguments. Cependant, je vais faire valoir un argument qui est le point central de ma thèse. Les habitants de la circonscription de Vancouver-Kingsway m'envoient ici les représenter et faire tout ce que je puis pour défendre leurs intérêts. La grande majorité d'entre eux ont moins de revenu et moins de sécurité que moi. A l'heure actuelle, on ne propose rien pour améliorer concrètement le revenu ou la sécurité de ces gens. Le budget est encore frais à notre mémoire et il ne renferme rien qui profitera aux gens à revenu faible ou modérément faible. En ce qui concerne les habitants de Vancouver-Kingsway, ils n'obtiennent rien, eux.

Pour les vieillards pensionnés, pour ceux qui ont besoin de maisons, pour ceux qui ont de nombreuses familles et un revenu insuffisant, pour les chômeurs, pour les jeunes qui sortiront à flots de nos écoles dans un mois ou deux, sans perspective d'emploi, on ne fait rien. Comment, à l'heure actuelle, pourrais-je dire à ces gens: «Même s'il n'y a rien pour vous, je reviens avec quelque chose de valable: je viens sans protester de concourir à